

Pourquoi y a-t-il une obligation de croissance dans les économies capitalistes ?

Mathias Binswanger

1. Le début de la croissance économique et ses présuppositions

Depuis environ 200 ans, la croissance économique est mesurée comme la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) réel par tête de pipe, pour une économie moderne durable. La croissance débuta en Angleterre au début du 19^{ème} siècle et de là, elle se répandit sur l'ensemble du continent européen, puis vers l'Amérique et au 20^{ème} siècle, sur le monde entier. On s'est tellement habitué à elle qu'un recul de la croissance à court terme est aussitôt ressenti comme le signe d'une économie dysfonctionnelle.

Si nous regardons en arrière dans l'histoire, nous constatons qu'avant le 18^{ème} siècle, il n'y avait guère de phase de croissance économique plus longue et déjà pas du tout de croissance par tête de pipe. Il y avait certes des phases isolées de croissance, lorsque des êtres humains migraient dans des régions nouvelles ou que l'on caractérisait une forte augmentation de la population. Mais cela ne durait guère. L'état normal était une économie stationnaire dans laquelle la production en biens et prestations de service par tête de pipe demeurait plus ou moins constante. On ne dispose naturellement pas de chiffres précis pour les siècles antérieurs, de sorte que nous puissions connaître quel était le niveau de croissance en 1723, par exemple. Des historiens de l'économie estiment la croissance des siècles antérieurs sur la base de données disponibles. Ils n'ont découvert aucune indication quant à l'existence de longues phases de croissance par tête de pipe (*Maddison Historical Statistics*, sans indication de dates).

Le début d'une croissance économique durable et moderne se trouve être en relation étroite avec la Révolution industrielle, au début du 19^{ème} siècle. Avant cela, les êtres humains vivaient principalement dans des économies agraires, dont la production agricole était l'activité économique dominante. À côté du travail manuel, le sol était le facteur de production le plus important. Les fermiers labouraient, semaient plantaient et récoltaient, ce qui correspondait toujours à une combinaison des facteurs de production travail et sol. Bien entendu, la production dans une agriculture ne se laisse pas écouler de manière quelconque, car il y a des limites naturelles. L'utilisation d'un sol approprié pour une production agricole ne se laisse intensifier que dans certaines limites.

Une sur-exploitation du sol ne mène à long terme à aucun renforcement durable de la production.

La Révolution industrielle modifia radicalement le processus de production. Le capital, comme les machines, les usines et véhicules, et plus tard, les ordinateurs, robots et algorithmes, devinrent les facteurs de production plus importants. À la différence du sol comme facteur de production, le capital se laisse étendre de plus en plus au moyen des investissements. L'industrialisation ôta la limite naturelle de la production et permit de relever la production d'année en année. La capacité de production de l'économie ne fut pas relevée simplement par le capital, mais encore aussi par un capital meilleur. Le progrès technique rendit le capital plus productif et différencié, en permettant aussi la production des biens et prestations de service dans une plus vaste multiplicité.

Avec la croissance du capital la consommation des ressources s'accrût et tout particulièrement la consommation d'énergies. Les machines ne furent plus mues par plus de travail physique, mais avec l'énergie. L'exploitation constante de sources d'énergies nouvelles fut une condition préalable à la croissance continue. Au début ce furent des sources d'énergie renouvelable qui dominèrent telles que l'eau, la force éolienne, ou le bois. La croissance économique qui s'installa au 19^{ème} siècle fut plus fortement dépendante des sources d'énergie non-renouvelables, telles que le charbon, le pétrole, le gaz, puis aussi celle nucléaire. Or celles-ci étaient si richement présentes que les coûts énergétiques n'entraient plus en ligne de compte. Aussi longtemps que le capital pouvait être mis en œuvre avec une énergie bon marché, la nature sembla collaborer presque gratuitement au processus de la croissance. Ce n'est qu'avec la crise du pétrole des années 70 du siècle passé que des limitations apparurent. Actuellement le pétrole ne cesse de jaillir pourtant plus que jamais et reste, comme avant, relativement accessible. Le progrès technique a repoussé les limites naturelles de la croissance une fois de plus dans un avenir bien lointain.

La Révolution industrielle à elle-seule n'eût pas suffi à permettre une croissance durable. Il fallut aussi nécessairement une révolution financière qui la précéda (Ferguson, 2009 p.50). À Londres, au 17^{ème} siècle, les ateliers d'orfèvrerie ont donné naissance aux premières banques, qui ne se contentaient pas de prêter de l'argent, mais qui

en créaient également (Binswanger, 2015b). Quelques orfèvres londoniens mirent en place le début d'une banque en conservant la monnaie et des lingots d'or en des lieux de stockage sûrs pour leurs clients. Ils établissaient alors pour leurs clients des *Goldschmith-Notes* [billets d'orfèvres], afin de savoir qui et combien d'or ceux-ci laissaient chez leur orfèvre. Il s'agissait alors de quittances ou de reçus de dépôts d'or sous forme de monnaie ou lingots qui avait été nominalelement déposés. Avec le temps les billets d'orfèvres devinrent le moyen de paiement le plus important, car il était plus facile d'utiliser un billet sous forme papier que d'aller à chaque fois chez l'orfèvre pour aller chercher ou restituer l'or pour payer.

Les banques d'orfèvre nouvellement créées, commencèrent alors à octroyer des crédits sous la forme de billets d'orfèvre. Au lieu d'octroyer de la monnaie d'or, qui avait été déposée en banque, les orfèvres remettaient simplement des billets de banques sur lesquels étaient inscrit le montant d'or prêté, lesquels furent utilisés dès lors sous la forme de monnaie scripturale. Ceci mena, dès ce 17^{ème} siècle, à la création de monnaie étant donné que les quantités d'or augmentaient exactement à la hauteur des crédits accordés à chaque fois. Aujourd'hui le procédé continue de se dérouler d'une manière analogue quand bien même non plus sous forme de quittances d'or. Les banques inscrivent le montant simplement au compte de l'emprunteur, ce qui correspond à une création de monnaie de compte. La monnaie scripturale ou bancaire est le moyen de paiement le plus fréquent du fait qu'une somme est transférée ainsi d'un compte à un autre compte.

Au travers de la capacité de créer de l'argent le financement des investissements fut facilité sans devoir épargner auparavant. Une condition préalable à ce que le capital, plus tard dans le cadre de la Révolution industrielle, puisse devenir le facteur de production le plus important dans la production économique. La création d'argent joue donc un rôle décisif dans la croissance économique, car autrement l'argent qui a été emprunté ne peut plus être remboursé ensuite. L'argent d'investissement signifierait fatalement moins d'argent pour la consommation, car des projets ne pourraient être financés que par des épargnes additionnelles. Mais celles-ci réduisent cependant les quantités de consommation possible. Sans création d'argent, une économie politique (*Volkswirtschaft*) ne peut guère croître. À longue échéance une croissance économique est donc caractérisée par le fait qu'aussi bien la consommation que les investissements croissent en même temps. Dans l'intervalle, l'État dépense aussi de plus en plus d'argent [Voir par exemple, en ce moment-même le *Canard enchaîné* n° 5412, du 31.07.2024 : « *La Cour des comptes épingle l'Élysée pour ses coûteuses réceptions* », *ndt*] Parallèlement à cela, la quantité d'argent en circulation augmente de manière permanente afin que la croissance puisse être financée. Des phases continues de croissance sont interrompues à brève échéance par des récessions

ou des crises économiques, lesquelles ne durent jamais plus longtemps qu'une paire d'années.

2. Contrainte et poussée de croissance

La croissance économique constante a créé un bien-être matériel dans de nombreux pays, dont les générations précédentes ne pouvaient que rêver. Selon Crafts (2000, p.7), le PIB par tête de pipe, dans des pays comme l'Allemagne, la Suisse, ainsi que les USA, s'est décuplé entre 1870 et 1995, et ceci réellement, et donc après déduction de l'inflation.

De fait, le début de l'industrialisation fut une époque extrêmement réjouissante pour une grande partie de la population. Un nouveau prolétariat d'ouvriers industriels mal rémunérés en est alors né, lesquels devaient travailler longtemps dans des conditions misérables. Les ouvriers participaient nonobstant aussi de plus en plus à l'augmentation de la croissance et au bien-être. Les salaires réels en Allemagne plus que doublèrent entre le milieu du 19^{ème} et la première Guerre mondiale (König, 2000, p.124). Des ouvriers devinrent aussi de plus en plus des consommateurs ayant de l'argent pour acheter, lesquels activèrent la croissance économique.

« La Révolution industrielle n'eût jamais suffit à elle-seule pour permettre une croissance durable. Une révolution financière fut aussi nécessaire qui précéda la Révolution industrielle. »

Sur le temps long, la croissance économique eut une contribution positive au bien-être de la plupart des gens. Dans de nombreux pays du monde ce fut largement le cas. En comparaison d'autrefois, nous pouvons mener aujourd'hui un style de vie extraordinairement luxueux et vivre en moyenne essentiellement plus longtemps et en meilleure santé. Dans les pays qui vivent dans l'aisance en Europe de l'Ouest, au Nord de l'Amérique et au Japon, la question se pose de plus en plus de savoir si la croissance reste toujours une contribution au bien-être des gens. Des études montrent que la poursuite de la croissance économique n'y contribue plus à rendre les gens heureux ou satisfaits (Binswanger, 2006 ; Binswanger, 2011).¹

On prend de plus en plus conscience que malgré le bien-être matériel se renforçant, des besoins essentiels restent inassouvis. La croissance économique satisfait-elle le besoin d'amour ? De bonnes relations sociales ? De célébrité ? De moins de stress ? D'une sexualité satisfaisante ? De la reconnaissance humaine, pas seulement pour les grandes performances ? D'Après des expériences de *flow*

1 Même le psychologue de la cognition, Steven Pinker, reconnaît cela, lequel s'est fixé comme tâche de « prouver », avec des statistiques sélectivement choisies, que le monde est devenu constamment « meilleur » avec l'augmentation du bien-être matériel (Pinker, 2018). Mais il dit aussi : « *Aucun d'entre nous n'est aussi heureux que nous devrions l'être, compte tenu de l'incroyable évolution positive de notre monde* » (cité par Läubli, 2018).

dans le quotidien professionnel ? D'expériences spirituelles ? Ou le sens de la vie ? La prospérité matérielle ne peut pas garantir à elle seule la satisfaction de ces besoins essentiels au bonheur personnel, qu'ils soient profanes ou existentiels. Nous nous heurtons ici aux limites de nos capacités physiques et spirituelles qui ne peuvent être repoussées que d'une manière très limitée par plus de richesse matérielle. Le philosophe Alain de Botton a formulé ceci d'une manière pertinente dans un essai (De Botton, 2014) : « *On nous promet de l'amitié ou de l'amour et on nous donne des 4x4 ou de nouveaux ustensiles de barbecue* »

La tendance est la suivante : plus la prospérité matérielle d'un pays est élevée, moins on y constate une augmentation supplémentaire du bien-être subjectif moyen. Nous sommes de plus en plus « dépensiers », « sur-consommateurs », en sur-poids, surmenés et « sur-stressés » (Boschart, 2011). C'est une raison importante pour remettre en question la croissance économique dans les pays hautement développés, car le bien-être subjectif des personnes (ou des ménages) est l'objectif central de la théorie économique, même si les économistes préfèrent parler d'« utilité » plutôt que de « bien-être subjectif ». Considérée au plan économique, une croissance s'avère sensée aussi longtemps qu'elle contribue au bien-être subjectif.

À côté de l'influence de la croissance qui fait défaut sur le bien-être subjectif, les aspects obscurs de la croissance apparaissent renforcés depuis les années 70 du siècle passé, sous la forme de surcharges environnementales et de sur-exploitations des ressources naturelles. Bien que la croissance ait été conçue par la suite de manière plus respectueuse de l'environnement et moins gourmande en ressources, elle avait perdu son innocence écologique. Les émissions de CO₂, à partir de la combustion des carburants fossiles, et du réchauffement climatique qui lui est lié, sont depuis trente ans un thème durable. Malgré d'énormes progrès dans la réduction de la quantité de CO₂, selon les pronostics, les objectifs globaux et régionaux de réduction des gaz à effet de serre restent inatteignables.

C'est pourquoi de nombreux économistes et scientifiques orientés sur l'écologie exigent un délaissement de la croissance pour des raisons écologiques.² Pour simplifier, on argumente généralement qu'en raison du niveau élevé de bien-être matériel atteint, une croissance économique supplémentaire n'est plus nécessaire. Bien plus, les répercussions négatives de la croissance augmenteraient plutôt constamment, les conséquences négatives de la croissance ne cessent d'augmenter, le processus

2 De telles argumentations remontent à des économistes tels que Kenneth Boulding, Nicholas Georgescu-Roegen, Hans Christoph Binswanger ou Hermann Daly (voir la contribution d'André Bleicher dans ce numéro) et se trouvent aujourd'hui chez des auteurs en diverses positionnements du spectre politique comme Meinhard Miegel, Nico Paech, Serge Latouche, Juan Martinez-Alier, Irmi Seidl, Angelika Zahnt ou Tim Jackson.

économique entraînerait une surexploitation de la nature et porteraient atteinte à l'environnement. La société post-croissance devrait mettre au premier plan une meilleure durabilité ou la satisfaction d'une meilleure qualité de vie des êtres humains. Quelques auteurs vont même bien plus loin et requièrent une croissance négative (décroissance), et donc un processus de ratatinement du PIB (voir D'Alisa *et al.* 2015).

« Plus la prospérité matérielle d'un pays est élevée, moins s'élève désormais une augmentation supplémentaire du bien-être subjectif moyen »

Une telle critique envers la croissance économique pré-suppose tacitement qu'une croissance économique pour les économies actuelles représente une option, mais aucune nécessité. Il est accepté que l'économie fonctionnerait aussi sans croissance et qu'un abandon de celle-ci ne serait qu'une question de volonté politique et d'incitations appropriées. Or la présente analyse de l'économie capitaliste (décrite plus en détails dans Binswanger, 2019) démontre pourtant, que pour les économies existantes actuellement, une croissance au plan macro-économique est essentielle.³ L'accent posé sur « le plan macro-économique » est important ici, parce qu'une contrainte de croissance ne vaut pas de la même façon pour certaines entreprises. En effet, sur le plan de l'entreprise, il s'agit principalement de viser les profits les plus élevés. Or l'ensemble du secteur entrepreneurial ne peut viser à longue échéance des profits que s'il existe une réelle croissance économique. Bref : c'est seulement si le PIB augmente, qu'une majorité des entreprises se voit couronnée d'un réel succès économique. Si cette croissance économique n'a plus lieu, les gains deviennent des pertes, et l'économie tombe dans une spirale de dévaluation. Il n'existe donc que deux alternatives : croître ou se ratatiner !

La contrainte de croissance est complétée par une pression à croître (Binswanger, H.C., 2006, pp.317 et suiv.). Dans les économies capitalistes, la carotte comme le fouet opèrent dans le même temps. Une économie qui ne croît pas dans la durée se voit punie par des préjugés et du chômage. C'est le fouet qui force l'économie à la croissance. En même temps, il existe une stimulation constante à la croissance. De l'argent est investi, pour obtenir des gains dans l'avenir — La récompense pour une gestion réussie. Aussi longtemps que l'obtention de gains est attractive, la croissance économique ne se rompt pas. Au moyen d'investissements rentables, une capacité productive est agrandie dans l'économie qui conduit à la production de plus de biens et de prestations de service. La

3 Voir pour cela : Binswanger, M. -2009, 2015a, 2019) ainsi que Binswanger, H. C. (2006). Des économies orientées selon la conception marxiste voient aussi avant tout une contrainte de croissance, par exemple Magdoff & Foster (2011), Smith (2010) ou bien Sweezy (2004). Ces arguments sont présentés dans Blauwhof (2012). À partir d'une vision sociologique, la contrainte de croissance est aussi vue par Deutschmann (2014) ou Rosa (2017) comme une caractéristique moderne des sociétés.

combinaison d'une obligation de croissance d'avec une poussée de croissance est caractéristique de la façon de fonctionner d'une « économie capitaliste ». ⁴ Par le processus d'investissement, cette dernière est constamment orientée sur la perspective d'une croissance. « Être orienté sur l'avenir », dans une économie capitaliste, cela signifie « être orienté sur une croissance ». Si bien qu'une croissance économique d'ensemble (*Gesamtwirtschaftliches Wachstum*) est autant nécessaire qu'elle est digne d'efforts.

La contrainte à la croissance fut longtemps à peine ressentie, car la croissance était bienvenue. Elle permettait pour une large population, un haut degré de bien-être qui n'avait jamais existé auparavant. Avec la production des biens et des services en croissance, les besoins augmentaient également et il semblait bien que ceux-ci représentaient le moteur le plus important de la croissance. Avec la croissance, la promesse sainte d'un avenir meilleur était liée, laquelle s'est confirmée en grande partie.

« Dans une économie moderne, l'état est aussi renvoyé à une croissance et il renforce ainsi la contrainte de la croissance. »

Pourtant dans les pays hautement développés d'Europe de l'Ouest, d'Amérique du Nord et au Japon, celle-ci est ressentie comme une contrainte. Pour un nombre croissant de gens, dans ces pays, le bien-être matériel n'est pas une promesse crédible sur une vie meilleure. Malgré cela des économies capitalistes nous forcent à croître que nous le voulions ou pas. Si la croissance stagne quelques années, les investissements chutent, parce que les attentes de ceux qui ont investi sont déçues. Le chômage et un recul de la consommation en sont les conséquences qui mènent à un autre recul des investissements et à une augmentation des pertes d'emploi.

Jusqu'à présent cela n'est pas intervenu dans le long terme, puisque la pression de croissance a constamment mené à ce que les économies, après des crises, reviennent relativement rapidement sur la voie de la croissance. Ce processus est aussi soutenu par l'état, dont le rôle est devenu toujours plus important au cours du 20^{ème} siècle. Des chutes de croissance sont rapidement combattues par des mesures de politique économique. Soit, la banque centrale baisse les taux d'intérêt, et/ou l'état dépense plus d'argent et relance ainsi la croissance. L'état ne peut durablement dépenser de l'argent que si

4 Dans la langue allemande, le concept de *kapitalische Wirtschaft* [Économie capitaliste] implique souvent déjà une critique adressée à cette forme-là d'économie, telle qu'elle est produite principalement du côté de la gauche. Dans cet article, cependant, on entend purement l'aspect descriptif et donc on n'exerce pas ici une estimation de valeur. Le concept passa dans l'usage à la fin du 19^{ème} siècle et il fut popularisé en Allemagne par Werner Sombart avec l'ouvrage : *Der moderne Kapitalismus* [Le capitalisme moderne] (1969). Dans son ouvrage principal « Le Capital », Marx parle au contraire des capitalistes et du mode capitaliste de production, mais il ne parle pas encore de capitalisme [en tant, en quelque sorte, d'« idéologie capitaliste », ndt].

l'économie croît effectivement, car ensuite les perceptions d'impôt augmentent aussi et les dettes antérieures peuvent être remboursées. Dans une économie moderne, l'état est aussi renvoyé à la croissance et il renforce ainsi la contrainte de la croissance. Plus l'état engage une politique fiscale et s'avère responsable d'une croissance durable, d'autant plus fortement sera la pression de croissance aussi pour l'état lui-même.

Karl Marx avait déjà reconnu les contraintes qui sont attachées à l'économie capitaliste et la dynamique propre de ce système économique déclenchée de ce fait, alors même qu'à son époque, il n'était encore nullement question de croissance. Il écrivit que l'essence de la société dominante (l'économie capitaliste) consistait dans le fait qu'en elle aucun être humain ne règne plus réellement et n'impose sa volonté (bonne ou mauvaise), mais en cette essence s'étaient développés des structures dans lesquelles « son propre mouvement sociétal... possède pour lui la forme d'un mouvement de causes, sous le contrôle desquelles il se trouve au lieu de les contrôler. » (Marx, 1983, vol. I, MEW 23, p.89.)

Nous sommes finalement prisonniers d'un système qui nous force à une croissance permanente. La croissance dans les économies politiques [*Volkswirtschaften* = économies politiques/nationales, ndt] n'agissent guère des besoins non rassasiés, mais bien plutôt l'effort des entreprises, pour créer sans cesse de nouveaux potentiels de croissance. Au plan purement technologique, ce n'est guère un problème. Les progrès techniques permettent d'augmenter constamment la production et la numérisation à venir de l'économie va selon toute vraisemblance encore accroître considérablement la productivité du travail. Le goulot d'étranglement se situe au niveau des consommateurs, qui sont passés du statut de moteurs de la croissance à celui d'incités à consommer davantage. Dans des pays comme l'Allemagne ou la Suisse, une croissance est de moins en moins fondée sur le fait que l'être humain sera censé aller mieux à l'avenir. Au lieu de ceci, la croissance est présentée comme une contrainte car en cas de croissance moindre ou bien faisant défaut, un pays faillirait vis-à-vis des autres et deviendrait un lieu économiquement non-attractif, en perte d'innovation et aussi en particulier d'emplois. Un pays qui « cesserait de résonner » effectivement dans un chœur de croissance « s'enfoncerait très rapidement à un niveau de revenu nettement plus bas ». (Paqué, 2010, p.30).

La contrainte est rendue visible dans la déclaration gouvernementale de la Chancelière allemande Angela Merkel du 10 novembre 2009, lorsqu'elle a annoncé au Bundestag allemand (2009, p.11) :

« Sans croissance, pas d'investissements, sans croissance pas d'emploi, sans croissance pas de deniers publics pour la formation, sans croissance pas d'aide pour les faibles. Et inversement : avec croissance des investissements, des deniers publics pour la formation, de l'aide pour les

faibles et — au plus important — une confiance entre les gens. »

Autrement dit : pour demeurer couronnés de succès au plan économique, maintenir l'emploi comme le système social, nous devons croître — c'est la contrainte de croissance ! En même temps, il y a pour nous la certitude que la croissance assure aussi notre avenir. Nous ne devons pas seulement espérer en une croissance ultérieure, mais plus encore en avoir une confiance. La confiance dont parle Merkel repose en premier lieu sur une confiance dans le fonctionnement de l'économie capitaliste et la croissance qui en découle.

Mais si la croissance n'est nécessaire que pour maintenir la prospérité actuelle, et continuer à garantir le plein emploi, ce n'est plus guère une grande vision. C'est pourquoi l'on continue d'essayer de nous donner des visions positives de l'avenir. On voudrait nous faire croire que la promesse d'un avenir meilleur peut continuer à être un élément directeur pour la croissance. Les entreprises qui connaissent un succès mondial, comme *Google*, *Facebook* ou *Amazon*, ont ajouté une dimension supplémentaire à cette illusion à l'ère du numérique. Elles nous promettent un monde encore meilleur, dans lequel nous pourrions vivre plus sainement, plus longtemps, de manière plus informée, plus durable, plus sûre, plus humaine, plus passionnante, plus intéressante et nous aurons une vie plus épanouie grâce à l'interconnexion totale entre l'homme et la machine et à l'intelligence artificielle. C'est ainsi que s'exprime la nouvelle mission de *Facebook* : « *To give people the power to build community and bring the world closer together. [Donner aux gens le pouvoir de créer des communautés et de rapprocher le monde.]* » — Est-ce que cela va suffire ?

3. Explication économique de la contrainte de la croissance.

Les entreprises doivent économiquement enregistrer des gains pour survivre. Une entreprise qui ne réalise pas de bénéfices pendant une longue période risque de se retrouver en situation d'insolvabilité, parce qu'elle ne peut plus remplir ses obligations de paiement. Même dans une économie prospère, il est normal que certaines entreprises fassent faillite parce qu'elles enregistrent des pertes plutôt que des bénéfices. Cela fait partie de l'évolution de l'économie et c'est le prix à payer pour l'innovation et le progrès. C'est ainsi que les entreprises qui réussissent évincent du marché celles qui échouent. Mais pour que l'économie soit prospère à long terme, il faut que les entreprises qui réalisent des bénéfices soient plus nombreuses que celles qui enregistrent des pertes. En résumé : Les bénéfices des entreprises qui réussissent doivent être supérieurs aux pertes des entreprises qui échouent, de sorte qu'au niveau macro-économique, les recettes dépassent les dépenses. Le secteur des entreprises dans son ensemble doit réaliser des bénéfices po-

sitifs, comme le confirment les comptes nationaux de tous les pays dont les économies fonctionnent.

Comment ses gains se laissent-ils réaliser cependant, d'année en année ? Étant donné que les gains signifient, sur l'ensemble du niveau économique, que le secteur des entreprises a enregistré plus de bénéfices que ce qu'il a dépensé, il est nécessaire d'injecter davantage de monnaie dans l'économie. Dans une économie moderne, cela se fait principalement par le biais de crédits bancaires, qui augmentent la masse monétaire (mesurée par les agrégats monétaires M1, M2 ou M3). Une entreprise qui a obtenu un crédit de la banque peut l'utiliser pour financer des dépenses, des investissements, des achats de matériel ou des salaires supplémentaires. Elle génère ainsi des revenus pour d'autres entreprises, qui peuvent désormais vendre d'autres biens de consommation ou d'investissement. Les bénéfices de ces entreprises augmentent donc.

« La contrainte de croissance consiste dans le fait que l'économie sans croissance tombe dans une spirale descendante et se précipite ainsi dans une crise. »

Toutefois, l'afflux d'argent n'est qu'une condition nécessaire, mais pas suffisante, pour une économie prospère. Sans croissance économique réelle, le système ne fonctionne pas. Si davantage d'argent est injecté dans l'économie sans que la production augmente, cela conduit à l'inflation. Les entreprises peuvent certes augmenter leurs revenus, mais si les prix augmentent également, le pouvoir d'achat n'augmente pas. L'augmentation des recettes nominales ne se traduit pas par des bénéfices réels. Pour obtenir des bénéfices réels, il faut une croissance économique réelle. Cela se produit lorsque l'argent nouvellement créé est utilisé de manière productive pour financer des investissements en machines et équipements (capital réel). L'argent entrant augmente alors non seulement les revenus des entreprises, mais il entraîne également une augmentation de la production de biens et de services. L'augmentation des revenus s'accompagne d'une augmentation de l'offre de biens et de services. La création de monnaie, la croissance réelle et les bénéfices sont étroitement liés dans une économie monétaire. Une augmentation de la masse monétaire et du PIB réel permet aux entreprises de réaliser des bénéfices réels à long terme. Si cela est donné l'économie capitaliste fonctionne.

Aux recettes obtenues par une création nouvelle d'argent doivent être opposés cependant les coûts supplémentaires de ces entreprises qui ont obtenu des crédits. Si le crédit est utilisé pour financer des investissements, les coûts ne s'élèvent pas si vite et ils ne sont souvent pas si élevés que les recettes supplémentaires. Les coûts d'un investissement sont répartis au plan des écritures comptables sur plusieurs périodes. Le nouvel argent dépensé pour des investissements pourvoit donc aussitôt en recettes additionnelles et conduit seulement avec retard à des coûts répartis sur les années suivantes. Si ce proces-

sus se poursuit en investissant davantage d'année en année, cela permet à l'ensemble du secteur des entreprises de générer des bénéfices positifs à long terme.

En revanche, si le processus s'enlise, les gains se transforment rapidement en pertes. Mais si les entreprises enregistrent des pertes pendant une longue période, elles doivent fermer leurs portes et se déclarer en faillite. Cela mène, d'une part, à augmenter le chômage, d'autre part, à un recul de la demande aussi chez d'autres entreprises, qui ont livré jusqu'alors des biens d'investissement ou des produits intermédiaires à l'entreprise à présent insolvable. Ces entreprises connaissent pareillement des problèmes, comme certains fabricants de biens de consommation, étant donné que le chômage se renforçant et les revenus diminuant, les deux font baisser la disposition à consommer. Cela augmente la proportion d'entreprises qui enregistrent des pertes et font faillite. La crise s'aggrave, l'ensemble de l'économie entre dans une spirale descendante et commence à se contracter.

Il n'existe que deux alternatives, croître ou se ratatiner. Il existe soit une dynamique vers le haut, soit une dynamique vers le bas. Cette dernière débouche sur une crise grave, c'est la raison pour laquelle la croissance doit être poursuivie à long terme. Ce n'est pas l'augmentation de la consommation matérielle qui est en cause. Ce ne sont pas non plus les capitalistes (les managers) qui, par leur soif de profits plus élevés, provoquent l'obligation de croissance. La contrainte de croissance consiste dans le fait que l'économie sans croissance tombe dans une spirale descendante et se précipite ainsi dans une crise. Le plus grand défi posé aux économies modernes repose dans le fait de veiller à ce que la consommation ne reste pas derrière la production. Jusqu'à présent, cela a toujours fonctionné, ce qui prouve combien les attraites sont opérants dans l'économie capitaliste et combien la dynamique de croissance qui y est induite se fait remarquer dans la réalité.

Une économie stationnaire serait pensable au plan théorique, si année après année, les entreprises produisaient la même chose. Dans ce cas, les investissements nets, c'est-à-dire les investissements moins les amortissements, seraient nuls. Les investissements correspondent exactement aux amortissements, de sorte que le stock de capital reste au même niveau. Pour maintenir cette situation, il faudrait épargner autant que ce qui est nécessaire pour les investissements de remplacement afin de maintenir le stock de capital constant. Les états stationnaires avec un stock de capital constant ne sont pensables que dans des économies dans lesquelles le progrès technique ne joue aucun rôle et la concurrence du marché est supprimée (voir Richters & Simoneit, 2017). C'est le cas pour un monopole comme la *Schweizer Zucker AG*. Pour le sucre en Suisse, il n'existe qu'un seul et unique producteur offrant, qui produit chaque année la même quantité de sucre, sans être exposé à la concurrence. Là-bas, l'obligation de croissance disparaît et on peut reconduire le

statu quo année après année.

La situation est cependant tout autre que caractéristique d'une économie capitaliste. Étant donné que la concurrence fait défaut, la *Schweizer Zucker AG*, est toujours sans cesse exposée aux critiques et elle est donc tolérée comme un phénomène d'exception [exactement comme la Suisse elle-même ! *ndt*], dans une économie dominée par la concurrence du marché. Dans une économie compétitive, une situation statutaire sans croissance devient un vœu pieux. Sur la base de la concurrence, il ne peut y avoir aucune stagnation, au contraire, les entreprises sont forcées à être innovatrices en permanence et à développer de nouveaux produits et procédés. Pour générer des bénéfices, il faut toujours augmenter la production, ce qui est la seule façon d'augmenter le PIB et les revenus en termes réels dans l'ensemble de l'économie. La hausse peut aussi s'ensuivre au travers d'une amélioration qualitative ou d'une nouvelle évolution de produits et de services. L'important est uniquement d'augmenter la valeur ajoutée réelle et donc le PIB.

Que signifie donc concrètement une contrainte de croissance ? La contrainte de croissance est une condition macro-économique, qui est irrémédiable pour une économie capitaliste. Ce n'est que si l'économie croît à longue échéance, que les entreprises peuvent générer des gains effectifs sur un plan agrégé. Cela ne veut pas dire que chaque année, il doit y avoir forcément une croissance positive. Des économies capitalistes sont marquées par des changements de conjoncture et on ne cesse d'en venir à des crises et à des ruptures de croissance. Ce sont pourtant des interruptions à brève échéance qui ne sont censés durer que quelques années. La contrainte de croissance est une condition immanente au système pour le fonctionnement réussi des économies capitalistes et aucunement une contrainte imposée de l'extérieur. Par conséquent, une réussite économique n'est pas une option mais une nécessité. Inversement une croissance est aussi une nécessité, car elle reflète la réussite économique.

Dans l'économie capitaliste globalisée d'aujourd'hui, la contrainte de croissance s'extériorise de plus en plus au niveau international. De nombreuses grandes entreprises opèrent globalement et produisent pour le marché mondial, ce par quoi des recettes sont réalisées par des ventes dans les pays les plus variés. Effectivement une croissance continue est observée pour l'ensemble de l'économie mondiale. Depuis la fin de la seconde Guerre mondiale, on enregistre des taux de croissance situés entre 2 et 4 pourcent. La croissance ne fut qu'une fois rompue pour une année : en 2009, en conséquence de la plus récente crise financière et en 2020, à cause des mesures drastiques (*Lockdowns* [confinements stricts, *ndt*]) pour endiguer l'épidémie de covid. En effet, l'économie mondiale s'est rapidement rétablie après et elle est revenue aux taux de croissance habituels. La croissance de l'économie mondiale repart à la hausse.

Mathias Binswanger, Mathias Binswanger, né en 1962, est professeur d'économie politique à la HES du Nord-Ouest de la Suisse à Olten et *Privat-docent* à l'Université de Saint-Gall. Il a également été professeur invité à l'Université technique de Freiberg, à la *Qingdao Technical University* en Chine et à la *Banking University* de Saïgon (Vietnam). Auteur de nombreux

livres et articles dans des revues spécialisées, il compte parmi les économistes les plus influents (politiquement) de Suisse. Son dernier livre est paru en 2024 : *Die Verselbstständigung des Kapitalismus. Wie KI Menschen und Wirtschaft steuert und für mehr Bürokratie sorgt* [L'autonomisation du capitalisme. Comment l'IA contrôle les personnes et l'économie et crée plus de bureaucratie]

Littérature

- Binswanger, Hans Christoph (2006)** : *Die Wachstumspirale* [La spirale de la croissance]. Édition Metropolis. Marburg.
- Binswanger, Mathias (2006)** : *Die Treitmühlen des Glücks* [La galère du bonheur]. Édition Herder, Freiburg.
- Binswanger, Mathias (2009)** : *Is there a growth imperative in capitaliste economies ? A circular flow perspective.* [Y a-t-il un impératif de croissance dans les économies capitalistes ? Une perspective circulaire de flux] dans *Journal of post Keynesian Economics* 31/4, pp.707-727 — https://www.researchgate.net/publication/46509898_Is_there_a_groth_imperative_in_capitaliste_economics_A_circular_flow_perspective
- Binswanger, Mathias (2011)** : *Glücksforschung : Die Suche nach dem Beweis* [La recherche du bonheur : la quête d'une preuve] dans *Die Zeit* 43, 20 octobre 2011 — <https://www.zeit.de/2011/43/Glueucksforschung-Wirtschaft> — Il donne un aperçu au sujet de la controverse menée par des économistes sur ce thème.
- Binswanger, Mathias (2015a)** : *The growth imperative revisited : a rejoinder to Gilányi and Johnson.*[L'impératif de la croissance révisité : une réplique à Gilányi et Johnson] dans *Journal of post Keynesian Economics* 37/4, pp.648-660. — https://www.researchgate.net/publication/282206800_The_growth_imperative_revisited_A_rejoinder_to_Gilanyi_and_johnson
- Binswanger, Mathias (2019)** : *Der Wachstumzwang — Warum die Volkswirtschaft immer wiederwachsen muß, selbst wenn wir genug haben* [La contrainte de la croissance — Pourquoi l'économie politique doit toujours croître, même lorsque nous en avons assez] Édition Wiley.
- Blauwhof, Frederik Berend (2012)** : *Overcoming accumulation : Is a capitalist steady-state economy possible ?* [Surmonter l'accumulation. Une économie capitaliste en état constant est-elle possible?] *Ecological Economics* vol. 84, décembre 2012, pp.254-261 — <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2012.03.12>
- Bosshart, David (2011)** : *The Age of Less* [L'ère du moins]Édition Murmann.
- Crafts, Nicholas (2000)** : *Globalization and Growth in the twentieth Century* [Glo balisation et croissance au vingtième siècle], IWF Working Paper (Document de travail du FMI) 00/44 — <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/001/2000/044/001.2000.issue-044en-xml>
- D'Alisa, Giacomo / Demaria, Federico / Kallis, Giorgos (2015)** : *Degrowth — A vocabulary for a New Aera* [Décroissance — Un vocabulaire pour une ère nouvelle] Routledge — https://www.researchgate.net/profile/federico-demaria/publication/309291920_DEGROWTH_A_Vocabulary_for_a_New-Era_E-BOOK/links/5808829f080ae63c48fec833e/DEGROWTH-A-Vocabulary-for-a-New-Era-E-BOOK.pdf
- De Botton, Alain (2014)** : *Wir geben euh Liebe* [Nous vous donnons de l'amour]. *Die Weltwoche*, 6.8.2014 — <https://weltwoche.ch/story/wir-geben-euch-liebe/>
- Deutschmann, Christoph (2014)** : *Moderne Economie ohneWachstumzwang : eine Wunschtraum ?* [Une économie moderne sans contrainte de croissance : une utopie ?] *WSI Mitteilungen* 7/2014, pp.513-520 — https://www.wsi.de/data/wsimit_2014_07_deutschmann.pdf
- Ferguson, Niall (2009)** : *Der Aufstieg des Geldes* [L'essor de l'argent]. Édition Econ.
- König, W (2000)** : *Die Geschichte der Konsumgesellschaft* [Histoire de la société de consommation] Édition Franz Steiner, Stuttgart.
- Läubli, Martina (2018)** : *Die Welt wird immer besser, sagt Psychologe Steven Pinker* [Le monde s'améliore, selon le psychologue Steven Pinker] dans la *NZZ* du dimanche, 17.10.2018 — <https://www.nzz.ch/feuilleton/die-welt-wird-immer-besser-sagt-psychologe-steven-pinker-ld.1797009>
- Maddison Historical Statistics** (sans indication de date) : <https://doi.org/10.34894/INZBF2>
- Magdoff, fred / Foster, John Bellamy (2011)** : *What Every Environmentalist Needs to Know AboutCapitalism. A Citizen's Guide tau Capitalisme and the Environment* [Ce que tout écologiste doit savoir sur le capitalisme. Guide du citoyen sur le capitalisme et l'environnement] New York University Press
- Marx, Karl (1983) (1867)** : *Das Kapital* Édition Dietz, Berlin/ DDR
- Merkel, Angela (2009)** : *Presse und Informationsamt der Bundesregierung. Wachstum. Bildung. Zusammenhalt Deutschalnd zu neuer Stärke führen,, Regierungserklärung von Bundeskanzlerin Merkel vor dem Deutschea Bundestag.*[Bureau de presse et d'information du gouvernement fédéral. La croissance. Éducation et formation. Mener l'Allemagne vers une nouvelle force, déclaration gouvernementale de la chancelière Merkel devant le Bundestag.] — <https://www.bundesregierung.de/ressource/blob997352/415750/12ab9c9cbf63b189da1235c22e8ad464/2009-11-26-regierungserklaerung-bkin-data.pdf?download=1>
- Paqué, Karl-Heinz (2010)** : *Wachstum ! Die Zukunft des globalen Kapitalismus* [La croissance ! L'avenir du capitalisme mondial] Munich.
- Pinker, Steven (2018)** : *Aufklärung jetzt. Für Vernunft, Wissenschaft, Humanismusund Fortschritt. Eine Verteidigung* [Les Lumières maintenant. Pour la raison, la science, l'humanisme et le progrès. Une défense]. Édition Fischer.
- Richters, Olivier /Siemoneit, Andreas (2017b)** : *Fear of stagnation ? A review on growth imperatives.* *VÖO-Discussion Paper* n°6 — https://zoe-institut.de/wp-content/uploads/2023/10/Richters_Siemoneit_Fear-of-stagnation.pdf
- Rosa, Harmut (2017)**: *GelingendesLeben in der Beschleunigungsgesellschaft. Resonante Weltbeziehungen als schüssel zur Überwindung der Eskalationsdynamik der Moderne* [Réussir sa vie dans la société de l'accélération. Des relations mondiales résonnantes à l'instar de clés pour surmonter la dynamique d'escalade de la modernité], dans Kläden, Tobias & Schlüssler, Michael (éditeurs) : *Zu schnell für Gott — Theologische Kontroversen zu Beschleunigung und Resonanz* [Trop vite pour Dieu - Controverses théologiques sur l'accélération et la résonance], pp.18-51.
- Smith, Richard (2010)** : *Beyond Growth or Beyond Capitalismus ?* *Real-World Economics Review* parution n° 53, 26 juin 2010, pp.28-42. — <http://www.paecon.net/PAEReview/issue53/Smith53.pdf>
- Sombart, Werner (1969)** : *Der moderne Kapitalismus.* Chez Dunckert & Humblot — https://www.duncker-humblot.de/_files_media/leseproben/9783428414208.pdf — Consulté le 6.6.2024.
- Sweezy, Paul, Paul, M. (2004)** : *Capitalism and the Environment*, revue mensuelle volume 56, parution n) 5 (octobre), — <https://monthlyreview.org/2004/10/01/capitalisme-and-the-environment/>